

frais de production se maintenaient à un niveau stable. Il en allait de même dans nos industries domestiques. L'augmentation des capitaux a été extraordinaire au Canada et, pour une grande partie, elle a permis l'écoulement des produits de nos industries sur le marché domestique.

Maintenant, honorables sénateurs, nous arrivons à un tournant. Je ne puis dire dans combien peu de temps nous en ressentirons les effets principaux. L'honorable leader du gouvernement au Sénat le faisait observer hier, bien des éléments indiquent que nous continuerons notre marche en avant et je ne m'oppose pas à son point de vue. Toutefois, je signalerai d'abord que nos industries d'exportation,—industries qui ont servi de tremplin au progrès du pays,—ont à faire face à une situation différente. Il suffit de mentionner la concurrence de la Russie, que le premier ministre, il y a à peine deux jours, a qualifiée de terrifiante. Quelle que soit la quantité d'une denrée que nous destinions aux marchés de l'univers, la Russie en a deux fois et dans certains cas, trois fois autant. S'il faut en croire le congrès qui se déroule chez elle ces jours-ci, elle ne négligera aucun effort pour donner à son économie la même expansion que celle des États-Unis.

Les pays de l'Europe, où se trouvent probablement ceux du monde occidental qui progresseront au rythme le plus rapide, développent en commun leurs dépendances de l'Afrique septentrionale ou centrale, afin de s'assurer les ressources naturelles dont ils ont besoin. Les États-Unis, pour des motifs d'ordre politique s'ils n'en ont pas d'autres, doivent accepter en quantités grandissantes, des matières premières provenant de l'Amérique latine.

Nos frais de production augmentent rapidement et, du fait de l'inflation, ils pourraient bien augmenter plus vite au Canada qu'ailleurs. Un avantage il va sans dire, c'est qu'en raison des sommes considérables de capitaux américains qui ont servi jusqu'ici à l'exploitation de nos ressources naturelles nos produits canadiens devraient trouver facilement des débouchés aux États-Unis. Cependant, je crois que c'est dans le domaine de la fabrication secondaire que surgira la concurrence la plus vive. Ces dernières années l'opinion des économistes à cet égard a subi un renversement complet.

Pendant longtemps, les pays de l'Europe, grands et petits, depuis le Luxembourg dont la population est de 500,000 habitants, jusqu'à la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni, qui comptent chacun une population d'environ 50 millions, s'efforçaient de fortifier leurs industries au moyen de leurs droits de douane. Mais aujourd'hui tout cela

a changé. L'élément qui a poussé l'Europe occidentale à se constituer en une région de libre-échange ce n'est pas l'agriculture, mais l'industrie de fabrication qui estime qu'en dehors d'une production massive, il lui sera impossible à l'avenir de mener son exploitation avec succès. L'Europe occidentale a jeté les yeux sur les avantages dont jouissent les États-Unis, avec leur population de 170 millions; la Russie elle-même en fait autant. Or, il se trouve qu'aujourd'hui en Europe, la population combinée de six pays égale à peu près celle des États-Unis.

Il semble qu'au Canada, on s'émeuve beaucoup moins de ces événements qu'aux États-Unis. J'arrive de ce pays où j'ai eu l'occasion de lire un grand nombre de publications américaines. On y exprime souvent l'inquiétude que cette évolution de l'Europe occidentale ne constitue un réel défi aux États-Unis dans les marchés d'exportation de l'univers, du fait des économies que permettra de réaliser cette production conjuguée. Voici ce que je veux signaler tout d'abord: c'est que ce sont les industriels qui, en Europe occidentale, dirigent le mouvement favorable à l'expansion des marchés. Ils sont convaincus que, pour réaliser cet objectif, une population de cinquante millions ne saurait suffire. C'est chez les agriculteurs, qui ont été habitués ces dernières années à compter sur le soutien des prix, que l'on rencontre soit des indifférents à l'égard du Marché commun européen, soit des gens qui lui sont ouvertement hostiles.

Je crois que ces faits revêtent de l'importance, si l'on considère la situation à laquelle doit faire face l'industrie secondaire, au Canada. Je rappelle à mes collègues que les choses ont beaucoup changé depuis le moment où l'honorable sénateur de Churchill (l'honorable M. Crerar) s'est présenté devant le Parlement appuyé par 60 députés progressistes dont le principal grief était que les gens de l'Est du Canada ne tenaient nullement à conclure des accords visant à réduire les tarifs douaniers. Je prétends que le moment approche rapidement où l'industrie secondaire de l'Est du Canada n'aura d'autre moyen de salut que d'avoir accès à de grands débouchés, comme le fait la Grande-Bretagne. Que l'on me permette de souligner un ou deux facteurs qui, selon moi, les y amèneront. Voici: on prétend que Winnipeg est le centre de la zone de libre-échange et Toronto, le rempart du protectionnisme. Or, je suis convaincu que ce sera Toronto qui précéderait l'abaissement des tarifs douaniers et l'accès à de plus grands débouchés, tandis que l'Ouest s'accrochera aux paiements d'appoint et autres méthodes.